

QUALITÉ DE L'AUDIT EXTERNE ET GESTION DES RÉSULTATS : ÉTUDE POST-RÉVOLUTION DANS LE CONTEXTE TUNISIEN

Olfa NAFTI

Institut Supérieur de
Comptabilité et d'Administration
des Entreprises, Manouba
(Tunisie)

Emna BOUMÉDIENE

Institut Supérieur de
Comptabilité et d'Administration
des Entreprises, Manouba
(Tunisie)

Ridha ZARROUK

Institut Supérieur de
Comptabilité et d'Administration
des Entreprises, Manouba
(Tunisie)

RÉSUMÉ :

L'audit externe joue un rôle important dans la réduction de la manipulation des accruals discrétionnaires. Sa qualité est habituellement appréhendée par la compétence et l'indépendance de l'auditeur. Dans cet article, nous étudierons l'impact de la qualité de l'audit externe sur la gestion des résultats comptables via la manipulation des accruals discrétionnaires, à partir d'un échantillon de 33 sociétés tunisiennes cotées à la BVMT (Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis) en 2011. Les résultats indiquent que la formation continue des collaborateurs, la durée de relation auditeur-audité et la spécialisation des cabinets affectent significativement la gestion de résultat dans le contexte tunisien.

Mots clés : Qualité de l'audit – accruals – compétence - indépendance

INTRODUCTION

Les entreprises tunisiennes sont confrontées aux spectres des scandales financiers et aux conséquences économiques de la révolution de 2011, d'une part et à l'optimisme exagéré des dirigeants lors de l'établissement des rapports financiers, d'autre part. En effet, ils profitent de leur pouvoir pour falsifier, dissimuler et déformer certains éléments des documents comptables.

Cette situation traduit l'imperfection des systèmes de gouvernance traditionnels, remet en cause la qualité du processus d'audit face aux comportements discrétionnaires des dirigeants et initie une crise de confiance des investisseurs soucieux de la fiabilité et de la sincérité des informations comptables. Afin de renforcer le contrôle des dirigeants, la mise en place de mécanismes de gouvernance efficaces est devenue une nécessité, en particulier l'audit externe qui constitue une protection des intérêts des actionnaires et des autres parties prenantes de l'entreprise.

En Tunisie, la crise de confiance éclatée par l'affaire BATAM a donné naissance à la loi relative à la sécurité financière (loi n°2005-96 du 18 octobre 2005). Cette loi est axée sur le renforcement des règles de gouvernance des entreprises et l'amélioration de la qualité de l'audit externe.

L'information comptable de qualité constitue l'une des sources privilégiées des actionnaires parce qu'elle reflète la réalité économique de la firme (Raffegeau et al. 1994). Elle constitue, néanmoins, un levier de pouvoir pour le dirigeant qui peut l'utiliser au détriment de ses partenaires dans le cadre de leur relation contractuelle (Becker et al, 1998) en influençant son contenu et sa présentation aux états financiers. Les intérêts des différents partenaires ne sont pas nécessairement convergents, le co-contractant (dirigeant : agent des actionnaires) peut se comporter d'une façon opportuniste en défaveur des autres partenaires économiques, ce qui provoque un conflit d'intérêt trouvant son origine dans l'asymétrie d'information d'où la relation d'agence.

L'objectif de cette étude est d'appréhender empiriquement, par un échantillon d'entreprises tunisiennes cotées, l'impact des quatre indicateurs de la qualité de l'audit externe à savoir la réputation, la taille, la spécialisation sectorielle du cabinet et la durée auditeur-audité sur la gestion des résultats comptables via la manipulation des accruals discrétionnaires.

Cet article est articulé autour de trois sections Nous commençons par une revue de la littérature portant sur la perception de l'incidence de la qualité d'audit externe sur la gestion des résultats comptables. Ensuite, nous exposons la méthodologie mise en œuvre. Enfin, nous testons nos modèles empiriques sur un échantillon de 33 sociétés cotées à la BVMT en 2011 et analysons les résultats obtenus.

1. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Les actionnaires perçoivent des dividendes mais n'utilisent pas de façon efficiente leurs droits de propriété car ils ont abandonné la totalité du contrôle de l'entreprise aux dirigeants. Cela implique que le propriétaire (actionnaire) ne gère pas lui-même ses ressources et ses investissements et ne contrôle pas la solvabilité et la pérennité de l'entreprise en estimant que le dirigeant est mieux placé que lui tout en lui reconnaissant des capacités et un savoir particuliers.

Cette non-adéquation entre le comportement de l'agent et l'attente du principal n'est pas toujours intentionnelle ; elle peut résulter de l'incomplétude du contrat initial ou d'une insuffisance d'informations Charreaux (1999).

L'auditeur externe intervient afin d'inciter les dirigeants, comme premiers responsables de la préparation et la divulgation de l'information comptable, à respecter leurs contrats et leurs obligations d'agir conformément aux intérêts de leurs mandants tout en délimitant leur pouvoir discrétionnaire et réduisant l'asymétrie d'information afin de fournir une description fiable des résultats de l'entreprise Kane et Velury (2004).

1.1. Pratiques comptables discrétionnaires et qualité d'audit

Krishnan (2003) montre que **la réputation** de l'auditeur externe renforce le contenu informatif de la composante anormale du résultat publié. Jiambalvo (1996), conclut que la qualité de l'audit a probablement un impact aussi bien sur les manipulations (frauduleuses) des résultats que sur les pratiques (non frauduleuses) de gestion des résultats. Au sein de son étude des banques américaines Leftwich (1983) montre qu'elles exigent de leurs entreprises clientes (même non cotées et non soumises à l'obligation d'auditer leurs comptes), des états financiers certifiés par un auditeur externe indépendant afin d'être rassurées sur leur solvabilité.

De son côté, DeAngelo (1981a et 1981b) a défini la qualité d'audit comme «l'appréciation par le marché de la probabilité jointe qu'un auditeur va simultanément découvrir une anomalie ou une irrégularité significative dans les états financiers de l'entreprise et, mentionner et publier cette anomalie ou cette irrégularité». Cette définition renvoie à l'approche distinguant entre la capacité technique de l'auditeur à détecter les anomalies et son pouvoir de les révéler. Il s'agira ainsi d'une évaluation indirecte de la qualité d'audit par le biais de la qualité de l'auditeur et ses caractéristiques mais ceci a souffert de plusieurs limites (Carcello et al. 1992 ; Tondeur 2002 et Prat dit Hauret 2003).

Selon Colasse (2003), la qualité de l'audit ou plutôt la qualité de l'opinion émise par les auditeurs et la confiance que l'on peut lui accorder tient certainement de la compétence et de l'indépendance des auditeurs.

(Sutton et Lampe 1991 et Pige 2003) ont essayé de développer une approche directe pour évaluer la qualité d'audit et ce par l'évaluation de la démarche d'audit. De façon générale, la qualité d'audit externe dépend de **l'aptitude de l'auditeur à détecter** les anomalies (compétence) et de son pouvoir à dévoiler ces anomalies au marché (indépendance).

L'indépendance et la compétence constituent donc les composantes fondamentales de la qualité de l'audit externe.

Kallapur et Chung (2003) précise que plus la compétence de l'auditeur est élevée, plus les risques de le compromettre sont faibles. En effet, l'auditeur externe doit disposer de **l'expérience** suffisante, des connaissances, une formation et une bonne qualification lui permettant de mener un travail technique sans erreur. Il doit aussi jouir d'un pouvoir d'information et d'investigation tout en restant indépendant tout au long de sa mission Colasse (2003).

L'indépendance perçue vient compléter l'approche subjective de celle de l'indépendance d'esprit. Elle répond à l'obligation de rendre le comportement indépendant de l'auditeur apparent aux yeux des tiers intéressés, tout en permettant l'évaluation de cette indépendance d'une manière uniforme et sur la base de faits externes.

La réunion de ces deux aspects (l'indépendance d'esprit et l'indépendance perçue) présente les conditions d'une indépendance parfaite, en regroupant l'état d'esprit de l'auditeur et la perception claire de son comportement par les tiers.

En Tunisie, l'Ordre des Experts Comptables, garant de l'indépendance des auditeurs, a créé une commission de contrôle chargée de veiller à l'application des obligations d'indépendance et de diligence professionnelle à la charge du commissaire aux comptes. L'article 11 de la loi 88-108 stipule que les fonctions

d'expert comptable, membre de l'ordre, sont incompatibles avec tout acte de nature à porter atteinte à son indépendance, en particulier :

- avec tout emploi salarié à l'exception pour l'intéressé de dispenser un enseignement se rattachant à l'exercice de la profession ou d'occuper un emploi chez un autre membre de l'ordre.
- avec toute activité commerciale qu'elle soit exercée directement ou par une personne interposée.
- Avec tout mandat commercial à l'exception du mandat d'administration, de gérant ou de fondé des pouvoirs des sociétés inscrites au tableau de l'ordre.

Pour conclure, la difficulté majeure, pour les agents extérieurs, reste d'évaluer une qualité de l'audit qui n'est pas observable directement dans la mesure où les dossiers de travail des auditeurs sont confidentiels et protégés par le secret professionnel. La qualité d'audit est donc invisible, d'où il convient d'utiliser des substituts et d'évoquer une qualité apparente.

1.2 Les indicateurs constituant des substituts à la qualité d'audit

La littérature comptable offre divers substituts afin d'apprécier la qualité d'audit externe. On va s'intéresser à quatre de ces substituts à savoir la réputation, la taille, la spécialisation sectorielle du cabinet et la durée auditeur-audit.

1.2.1 La taille et la réputation du cabinet d'audit :

La capacité d'un auditeur à se montrer indépendant, compétent et rigoureux s'est manifestée généralement par sa taille et par sa réputation.

→ L'étude de DeAngelo (1981a) indique une corrélation positive entre la taille du cabinet d'audit et la réputation ou la qualité offerte. Plusieurs autres recherches trouvent le même résultat et mentionnent que ces deux concepts peuvent se rejoindre.

La taille du cabinet d'audit est un déterminant important de la qualité de l'audit et elle peut être appréciée facilement par les agents économiques. La relation entre la taille du cabinet et la qualité de l'audit s'explique notamment par la pression concurrentielle qui s'exerce sur les auditeurs. Beaucoup d'études ont présenté la taille du cabinet comme une garantie implicite de la qualité d'audit (Bauwhede et al. 2003 ; Piot 2003 et David et al. 2003). En revanche, Gore et al. (2001) ; Kim et al. (2003), Zhou et Elder (2004) ont prouvé le contraire.

Ces chercheurs ont mesuré la taille du cabinet par plusieurs indicateurs comme : l'ancienneté, l'appartenance à un grand cabinet international ou encore par l'importance du portefeuille client. Alors que la réputation est mesurée par la formation continue du personnel, le nombre de diplômés ou encore par le contrôle qualité des travaux d'audit.

→ DeFond et Jiambalvo (1993) soutiennent que la survenance des conflits pouvant naître entre l'auditeur et le client concernant les pratiques comptables visant à gonfler le résultat est moins probable si l'auditeur appartient à un grand cabinet. Ils montrent aussi leurs grandes capacités à résister aux pressions de leurs clients tout en maintenant un jugement indépendant.

Becker et al. (1998) se sont intéressés à l'ampleur des accruals discrétionnaires par rapport à la qualité d'audit et trouvent que les accruals discrétionnaires des

firmes auditées par des grands cabinets internationaux sont significativement inférieurs aux accruals discrétionnaires des autres firmes. Ceci supporte l'hypothèse que les grands cabinets internationaux offrent des prestations de meilleure qualité d'où la qualité de l'auditeur affecte négativement les accruals discrétionnaires.

Gore et al. (2001) ont montré que les auditeurs appartenant à des grands cabinets internationaux sont plus conservateurs vis-à-vis les accruals discrétionnaires. En effet, Krishnan (2003) constate que la corrélation avec le rendement boursier et la rentabilité future est plus importante pour les accruals discrétionnaires des clients audités par les grands cabinets internationaux que ceux audités par des cabinets de moindre taille. Ses résultats montrent que la taille du cabinet d'audit a un rôle fictif dans la réduction des coûts d'agence.

Après la crise d'Enron, selon Humphrey (2008) le rapprochement entre la taille des cabinets internationaux et la qualité de l'audit ne peut être fait aujourd'hui que d'une manière hâtive et précipitée.

Piot et Janin (2007) ont montré que le niveau des accruals discrétionnaires est analogue pour les entreprises auditées par des grands cabinets internationaux comme pour celles auditées par des cabinets de moindre taille.

Pour Zhou et Elder (2007) il existe une association positive entre l'ampleur des accruals discrétionnaires et la taille du cabinet.

➔ D'autre part, Beyer et Sridhar (2006) ont développé un modèle théorique tendant à analyser l'effet de l'importance du portefeuille client sur la qualité d'audit. Ils distinguent l'auditeur flexible utilisant de faibles technologies à un coût minimum qui produit une évaluation imparfaite de la firme auditée de l'auditeur rigide employant de hautes technologies modernes afin de mieux détecter les anomalies. Les résultats ont montré que l'auditeur rigide, contrairement à celui flexible, produit toujours un rapport fiable et son opinion n'est jamais influencée par les mécanismes de contrôle (code éthique professionnelle, comités d'audit, des mécanismes d'autorégulation, logiciels...) parce que si ces mécanismes fonctionnent correctement et d'une manière efficace, cela empêche l'auditeur de violer leur jugement. Donc, plus le système de contrôle est efficace plus la qualité d'audit augmente.

➔ Le diplôme de l'expert comptable et l'expérience professionnelle semblent être insuffisants. Ainsi, le recours aux programmes de formation continue des collaborateurs des cabinets d'audit peut présenter un critère de sélection de qualité de l'auditeur grâce aux avantages qu'ils apportent.

Cette formation continue offre aux collaborateurs l'assistance et les ressources indispensables leur permettant de maintenir leurs compétences requises et développer leurs niveaux d'aptitude. Il doit y avoir donc des sessions de formation interne pour les collaborateurs débutants afin de pouvoir les rendre opérationnels pour les missions tout comme pour les règles administratives, les diligences professionnelles et les techniques de travail du cabinet. Cette formation sera complétée lors des missions et grâce aux séminaires organisés.

Tan et Libby (1997) ont montré que la compétence des collaborateurs provient d'une combinaison de certain niveau de connaissances théoriques acquises lors du cursus universitaire et les connaissances pratiques requises grâce à la formation continue permettant la mise à jour pour le respect des normes comptables et le maintien de leurs connaissances de nouvelles techniques,

technologies et les réformes juridiques, commerciales et fiscales affectant sa profession. Ceci garantit par conséquent la qualité des services rendus, la qualité de détection des irrégularités et de résolution des problèmes compliqués tout en justifiant le niveau élevé de sa compétence et son professionnalisme.

De ce fait, les auditeurs doivent être donc à jour en matière de normalisation, d'éthique et de déontologie parce que l'ignorance des nouveautés de ces derniers constitue une grande menace à leur indépendance. En effet, Jones et Hildebeital (1995) ont montré que la mise en place des programmes de formation minimise le risque de perte d'indépendance de l'auditeur tout en améliorant la qualité de son jugement et augmente son capital de réputation.

→ Quelques études antérieures ont abordé les caractéristiques organisationnelles des cabinets et leurs impacts sur la qualité d'audit réalisée Malone et Roberts (1996). Ils considèrent que le cabinet est un ensemble d'individus où chacun a son statut hiérarchique et chacun a ses propres motivations. Ainsi, la qualité d'audit rendue, comme toute autre entité économique dépend de la qualité de son organisation interne ainsi que le niveau du personnel.

Fogarty (1992) indique que les cabinets d'audit se caractérisant par une forte concentration de capital intellectuel conduit à des attributions spécifiques et fiables dans les missions d'audit.

Beaucoup d'auteurs se sont intéressés à étudier l'importance de l'éducation au niveau du développement moral des auditeurs. Thorne (1999) a confirmé ces résultats en étudiant un échantillon d'étudiants canadiens en comptabilité. Il a conclu qu'il y a une association positive entre les scores DIT (Defining Issues Test) qui est une mesure du développement moral et le nombre d'années d'éducation.

Douglas et al. (2001) ont trouvé, lors d'une situation ayant une intensité morale élevée, que la sensibilité éthique est associée au nombre d'années d'études à l'université.

→ Le contrôle qualité des travaux d'audit joue un rôle important dans la détection des erreurs et la prévention des problèmes qui peuvent surgir. Un cabinet d'audit peut minimiser le risque d'échec de sa mission en imposant ou renforçant sa politique de revue de dossier (peer-review), et ce en confiant le contrôle du dossier à un autre associé indépendant de la mission.

Prat dit Hauret (2003) indique que le risque de certification des états financiers erronés diminue avec la mise en place des systèmes de contrôle qualité des dossiers d'audit. Selon Krishnan 2001, les cabinets mettant en place des contrôles qualité au cours des missions d'audit sont réputés avoir une bonne qualité d'audit et une fiabilité de leurs rapports. De leur côté, Malone et Robert (1996) soulignent que la probabilité d'émettre des états financiers frauduleux est faible dans les cabinets qui appliquent des processus de contrôle qualité au cours des missions d'audit.

Prat Dit Hauret (2003) montre que la révision des dossiers d'audit par un associé non impliqué dans ce dossier opte vers le partage des compétences de tous les associés tout en permettant d'impliquer la responsabilité de chacun d'entre eux. Le contrôle qualité des travaux d'audit rend les associés signataires plus efficaces et rigoureux.

Wooten (2003) qualifie la revue du dossier par un autre associé comme un indicateur de qualité et un déterminant de la qualité d'audit puisqu'elle agit

comme une forme de garantie et comme mode de contrôle permettant d'améliorer la qualité d'audit.

Le contrôle qualité du rapport de l'associé signataire permet une vérification croisée des travaux des auditeurs tout en augmentant l'indépendance perçue. Compte tenu de ces résultats, on peut s'attendre à un impact négatif du contrôle qualité des travaux d'audit sur la gestion des résultats comptables.

1.2.2 La durée de la relation d'audit

Moore et al. (2004) et Meyers et al. (2007) affirment que la longitudo de la durée de la relation d'audit crée un certain attachement entre l'auditeur et le client, ce qui permet de biaiser le jugement de l'auditeur et le pousse à certifier les états financiers selon les préférences de son client.

La littérature a dévoilé dans ce contexte deux courants divergents : l'un montre qu'une relation d'audit longue contribue à réduire les accruals discrétionnaires et l'autre indique que la longitudo de la relation entre l'auditeur et le client influence l'indépendance de l'auditeur et 'aide' à la gestion des résultats Frankel et al. (2002). De même, Chung et al. (2005) trouvent que plus la durée de la relation d'audit est longue, plus il y a une grande flexibilité dans les pratiques comptables.

D'autres études ont dévoilé des résultats opposés. Vanstraelen (2000), lors d'une étude en Belgique, constate que plus la durée de la relation d'audit est longue, plus la probabilité que le rapport d'audit avec réserve sur la continuité d'exploitation émis par l'auditeur augmente, et ce généralement à partir de la troisième année. Ghosh et Moon (2005) montrent qu'une relation d'audit longue améliore la qualité d'audit tout en favorisant le contenu informatif des états financiers.

Chen, et al (2007), stipulent que les relations d'audit longues sont associées négativement à des niveaux d'accruals discrétionnaires importants. La relation entre la durée de la relation d'audit et les accruals en valeur absolue est étudiée par Raghuraman (2003) qui a constaté une association négative entre eux.

Frankel et al. (2002) trouvent que plus la durée de la mission s'accroît plus la composante discrétionnaire du résultat diminue. Dans le même cadre, Myers et al. (2003) indiquent que les accruals discrétionnaires sont plus élevés si la durée de la mission est courte et que la pertinence des auditeurs réduit les accruals anormaux.

La relation de longue durée entre le client et l'auditeur peut mettre en péril l'indépendance de ce dernier. En effet, le besoin de rotation de l'auditeur a été discuté par la profession comptable. Les autorités et le normalisateur ont imposé l'obligation de la rotation des auditeurs vu les liens personnels et de familiarité qui peuvent apparaître grâce à la longue durée de relation auditeur-audit, et qui met l'auditeur dans une situation de laxisme, tout en entachant son indépendance et sa vigilance vis-à-vis des zones potentielles de risques et des irrégularités. A ce niveau, Gietzman et Sen (2002) ont démontré que la rotation joue un rôle important dans le maintien de l'indépendance des auditeurs.

Hamilton et al (2005) prévoient que les entreprises procédant au changement de leurs auditeurs ont un bénéfice plus conservateur.

1.2.3 La spécialisation sectorielle des cabinets d'audit

Certains chercheurs ont montré que la capacité d'un auditeur à se montrer rigoureux et indépendant est appréciée par sa spécialisation sectorielle (Craswell et al. 1995; Krishnan et Yang 1999 ; DeFond et al. 2000; Gramling et Stone (2001) et Schauer 2002). Ces études soutiennent alors la persistance d'une association entre la spécialisation sectorielle des cabinets et la qualité d'audit. Ils ont aussi constaté que ce phénomène de spécialisation des cabinets a tendance d'évoluer vu que la bonne connaissance dans un secteur particulier permet non seulement d'offrir une qualité d'audit différenciée mais aussi de réaliser des économies de coûts sur les missions d'audit Hogan et Jeter, (1999).

Dunn et Mayhew (2004) montrent que les cabinets spécialistes dans un secteur particulier améliorent la qualité de la divulgation des informations comptables des entreprises, tel que mesuré par le score de la divulgation comptable, et réduit la fréquence des rapports financiers frauduleux.

Gramling et Stone (2001), en étudiant la relation entre la spécialisation sectorielle des cabinets et la qualité d'audit, ont constaté que les bénéficiaires des clients audités par des spécialistes prévoient des cash-flows futurs plus exacts et fiables que ceux audités par des non spécialistes dans le secteur, et ceci améliore la qualité des résultats comptables.

En outre, Balsam et al (2003) trouvent une association positive et significative entre la qualité du bénéfice comptable divulguée et la spécialisation des auditeurs externes, tel que appréciées par la pertinence du bénéfice comptable et la valeur absolue des accruals discrétionnaires.

Kane et Velury (2004) ont essayé de tester l'effet de la spécialisation sectorielle des cabinets d'audit sur la qualité des résultats comptables. Ils ont choisi de comparer deux périodes : (1990-1996) période caractérisée par une activité boursière extraordinaire et par une diminution de la qualité des bénéfices divulgués par les entreprises, et la période (1997-1999). Ils ont essayé de vérifier si une telle spécialisation contribue à refouler ce déclin. Leur recherche a montré que le coefficient de la pertinence du résultat comptable et l'ampleur des accruals discrétionnaires s'avèrent faible pour les clients audités par des spécialistes.

2. MÉTHODOLOGIE

2.1. L'échantillon

Cet article étudie l'impact de la qualité d'audit externe sur la gestion des résultats comptables à partir de deux échantillons :

- un premier échantillon constitué par 33 sociétés tunisiennes cotées à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT) durant l'année 2011 (60% de la population).
- un deuxième échantillon constitué par les cabinets d'audit de ces sociétés.

Afin de recueillir les informations nécessaires nous conduisant à extraire directement et d'une façon fiable et certaine les variables de mesure de la qualité d'audit externe, nous avons administré une enquête auprès des auditeurs des sociétés objet de notre échantillon. Cette enquête porte sur les principaux indicateurs de la qualité d'audit externe.

Le questionnaire a été transmis porte à porte aux personnes compétentes travaillant aux cabinets d'audit concernés, après leurs avoir présenté l'objectif de

notre enquête. L'envoi du questionnaire par messagerie électronique s'est avérée défaillant.

2.2 Les modèles de recherche

2.2.1 Modélisation des accruals

Dans le cadre de notre étude, l'estimation de la composante discrétionnaire des accruals sera traitée en fonction du modèle de Jones modifié par **Rees et al. (1996)**. Ce choix est motivé par le fait que la variable « flux de trésorerie d'exploitation » présente un bon déterminant pour les accruals et qu'elle contient un caractère réversible dans le temps.

- Le modèle de détermination des accruals totaux se présente comme suit :

$$AT_{it}/A_{it-1} = \alpha_1 (1/A_{it-1}) + \alpha_2 [(\Delta CA_{it} - \Delta CC_{it})/A_{it-1}] + \alpha_3 (IMMO_{it}/A_{it-1}) + \alpha_4 (CFO_{it}/A_{it-1}) + e_{it}$$

Avec :

AT_{it}	accruals totaux de l'entreprise i à l'année t
A_{it-1}	total actifs de l'entreprise i à l'année t-1
ΔCA_{it}	variation du chiffre d'affaires de l'entreprise i entre l'année t-1 et t
ΔCC_{it}	variation des ventes à crédit nettes de l'entreprise i entre l'année t-1 et l'année t
$IMMO_{it}$	immobilisations brutes hors immobilisations financières de l'entreprise i à l'année t
CFO_{it}	flux de trésorerie liés à l'exploitation de l'entreprise i à l'année t
e_{it}	terme d'erreur de l'entreprise i à l'année t

2.2.2 Modélisation des indicateurs de mesure de la qualité d'audit externe

Ce modèle est une estimation en régression linéaire entre la valeur des accruals discrétionnaires comme variable dépendante et les huit variables explicatives détectées par l'enquête [*Accruals discrétionnaires = f° (indicateurs de mesure de la qualité d'audit externe)*]. Il s'appuie sur le modèle développé par Jones modifié par Rees et al. (1996) et se présente ainsi :

$$|AD_i| = \beta_0 + \beta_1 ANCI_i + \beta_2 AFFI_i + \beta_3 CLT_i + \beta_4 DIPLO_i + \beta_5 CQ_i + \beta_6 FORMA_i + \beta_7 SPEC_i + \beta_8 DUREE_i + e_i$$

Avec :

$ AD_i $	valeur absolue des accruals discrétionnaires de la firme i telle que estimée par le modèle de Rees.
β	paramètre à estimer.
e_i	un terme d'erreur.

Le questionnaire administré aux auditeurs des sociétés cotées de notre échantillon nous a permis de déterminer nos **variables indépendantes du modèle** récapitulées dans le tableau suivant :

- ☞ Ancienneté du cabinet : (ANC)
- ☞ Affiliation à un réseau international : (AFFI)
- ☞ Importance du portefeuille client : (CLT)
- ☞ Le nombre de diplômés : (DIPLO)
- ☞ La formation des collaborateurs : (FORM)
- ☞ Le contrôle qualité : (CQ)

- ☞ La spécialisation sectorielle : (SPEC)
- ☞ La durée de la relation d'audit : (DUREE)

3. ANALYSE ET RESULTATS

3.1 Analyses descriptives

L'enquête exploratoire, menée auprès des auditeurs des sociétés cotées objet de notre étude, montre les résultats suivants :

Tableau n°1 : Statistiques descriptives des variables indépendantes (qualitatives)

	Variables	Fréquence	Pourcentage
ANC	0	25	75.75%
	1	8	24.25%
AFFI	0	15	45.45%
	1	18	54.55%
CLT	0	8	24.25%
	1	25	75.75%
DIPLO	0	6	18.18%
	1	27	81.82%
CQ	0	2	6.06%
	1	31	93.94%
FORM	0	8	24.25%
	1	25	75.75%
SPEC	0	10	30.3%
	1	23	69.7%
DUREE	0	4	13.79%
	1	29	86.21%

L'analyse des résultats du tableau n° 1 montre qu'au niveau des sociétés de notre échantillon :

- 75.75% (soit 25 parmi 33) sont les clients de cabinets exerçant l'audit depuis moins de quinze ans.
- 54.55% (soit 18 parmi 33), sont auditées par des cabinets affiliés à un réseau international.
- 75.75% (soit 25 parmi 33) sont audités par des cabinets ayant un portefeuille clients dépassant les 30 clients.
- 81.82% font appel aux cabinets d'audit dont l'effectif en experts comptables et réviseurs dépasse la moitié du total collaborateurs.
- 93.94% font appel à des cabinets procédant à un contrôle qualité.
- 75.75% font recours à des cabinets d'audit imposant un volume horaire annuel dédié à la formation continue et le recyclage des collaborateurs qui dépasse les 40 heures par an.
- 86,21% (soit 29 parmi 33) sont audité par leur auditeur depuis plus de 3 années (un mandat).

3.2 Analyse multivariée

Tableau n° 2: Résultats des estimations de la régression

	Coefficients	T de student	Significativité
ANC	0.0062751	0.87	0.396
AFFI	- 0.001639	-0.17	0.867
CLT	0.0025901	0.21	0.833
DIPLO	0.0003738	0.04	0.966
FORMA	- 0.013337	-2.04	0.053*
CQ	0.011125	0.86	0.398
SPEC	- 0.0011697	-1.88	0.086*
DUREE	0.0275432	3.03	0.006***
R² : 0,2162			

*Significatif au seuil de 10%, ** Significatif au seuil de 5%, *** Significatif au seuil de 1%

L'analyse du tableau n°2 montre que le pouvoir explicatif du modèle de notre étude s'affiche à une valeur de 21.62% (R²). Ce résultat indique que 21.62% de la variabilité du niveau des accruals est expliquée par les variables indépendantes choisies.

Les coefficients des variables : l'ancienneté de l'auditeur (ANC), l'appartenance du cabinet à un réseau international (AFFI), l'importance du portefeuille client (CLT), nombre de diplômés en experts comptable et réviseurs (DIPLO) et le contrôle qualité, ne sont pas significatifs dans le modèle.

Ce résultat contredit ceux énumérés par (Simunic, 1980 ; Lowensohn et al. 2007 ; Becker et al 1998 ; Francis et Krishnan 1999 ; Bauwhede et al. 2003 ; Gore et al. 2001 ; Zhou et Elder 2001 ; Piot 2004 ; David et al. 2006 et Matsumura et Tucker 1995), Malone et Robert (1996), Krishnan et Shauer, (2000) et Prat dit Hauret (2003).

Ce résultat indique que :

- L'ancienneté de l'auditeur en Tunisie et ses années d'expérience diffèrent selon le nombre des missions accomplies et leur nature, la manière selon laquelle chaque auditeur affronte et résout les problèmes et les difficultés en se basant sur ses connaissances et son expérience. Les résultats de notre recherche montrent que les anciens auditeurs tunisiens ayant une expérience dépassant les quinze ans n'ont pas un effet sur la discrétion managériale et ils ne sont pas différents des auditeurs exerçant l'audit depuis moins de quinze ans.
- L'affiliation à l'un des réseaux internationaux n'a aucun effet sur la gestion des résultats comptables. La nature du cabinet (local ou international) n'a aucun rapport avec la limitation des accruals discrétionnaires. Ce résultat peut être expliqué par la fragilité du système légal disciplinaire tunisien contribuant à la minimisation du risque judiciaire et de la responsabilité civile des auditeurs face à la détection des fraudes lors de la divulgation des états financiers. Ceci

motive les auditeurs à faire un arbitrage entre les avantages et les inconvénients de la détection des anomalies, de s'accorder avec les diligences des clients et « se taire » sur la gestion opportuniste des dirigeants et perdent ainsi leur indépendance. En outre, cela peut être expliqué par la volonté des cabinets nationaux à concurrencer les cabinets internationaux et ce par la vigilance et les efforts fournis face aux pratiques opportunistes des dirigeants et la volonté d'offrir une qualité d'audit distinguée. Ce résultat est approuvé par le point suivant :

- Il n'y a pas de relation directe entre l'importance du portefeuille client du cabinet et la gestion des résultats comptables en Tunisie. L'expérience de l'auditeur et son parcours au sein des cabinets d'expertises comptables lui procureront la confiance nécessaire de ses clients quelque soit leur nombre.
- Le nombre en experts comptables et réviseurs qui dépassent la moitié du nombre total des collaborateurs n'a aucun rapport avec la gestion des résultats comptables en Tunisie. Ceci peut s'expliquer par le faible nombre d'heures de formation continue et de recyclage de ces diplômés les conduisant à l'état d'obsolescence professionnelle.
- Il n'existe aucun lien entre le recours de l'auditeur aux procédures de contrôle qualité et la discrétion managériale.

CONCLUSION

L'auditeur externe joue un rôle économique très important susceptible de restreindre la manipulation des accruals discrétionnaires et garantir par conséquent la crédibilité de l'information comptable, mais sa qualité a été mise en question.

L'objectif de notre recherche est d'appréhender empiriquement l'impact de cette qualité d'audit externe sur l'ampleur de la gestion des résultats comptables des dirigeants via les accruals discrétionnaires comme mesure de ce comportement opportuniste. Notre étude est menée dans le contexte tunisien. Elle se base sur un échantillon composé de 33 entreprises tunisiennes cotées à la BVMT observées pendant l'année 2011.

Les tests empiriques démontrent que les coefficients des variables : l'ancienneté de l'auditeur sur la gestion des résultats comptables (ANC), l'appartenance du cabinet à un réseau international sur la manipulation des accruals discrétionnaires (AFFI), l'importance du portefeuille client (CLT), nombre de diplômés en experts comptables et réviseurs (DIPLO) et contrôle qualité, ne sont pas significatifs dans le modèle. Alors que la formation continue des collaborateurs 'FORMA', la durée de relation d'audit 'DUREE' et la spécialisation des cabinets 'SPEC' affectent significativement la gestion de résultat dans le contexte tunisien. La réputation des cabinets d'audit semble avoir aussi une efficacité limitée dans le contexte de la discrétion managériale.

La majorité des recherches portant sur cette problématique ont été étudiées aux Etats-Unis et en France, donc ceci demeure peu étudié dans les pays émergents. Ainsi, cette recherche vient alimenter et compléter aussi bien les travaux de recherches relatifs à la qualité d'audit externe que ceux portant sur la gestion des résultats comptables via les accruals discrétionnaires dans le contexte d'un pays émergent, notamment la Tunisie.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Antle R., Gordon, E., Narayanamoorthy, G., Zhou L. (2006). The joint determination of audit fees, non audit fees, and abnormal accruals. *Review of Quantitative Finance and Accounting*, November, 27 (3): 235-266.
- Balsam, S., Krishnan, J., Yang, J. S. (2003). Auditor industry specialization and earnings quality. *Auditing: A Journal of Practice & Theory*, 22(2): 71-97.
- Bauwhede, H.V., Willekens, M., Gaeremynck, A. (2003). Audit quality, public ownership, and firms' discretionary accruals management. *The International Journal of Accounting*, 38 (1) : 1-22.
- Becker, C.L., DeFond, M.L., Jiambalvo, J., Subramanyam, K.R. (1998). The effect of audit quality on earnings management. *Contemporary Accounting Research* 15 (1): 1-24.
- Bédard, J., Chtourou, S.M., Courteau, L. (2004). The effect of audit committee expertise, independence, and activity on aggressive earnings management. *Auditing: A Journal of Practice & Theory*, 23 (2): 13-36.
- Beyer and Sridhar. 2006. "Effects of Multiple Clients on the Reliability of Audit Reports," *Journal of Accounting Research* 44 (1): 29-51.
- Carassus, D., Gardès, N. (2005). Audit légal et gouvernance d'entreprises : un lecture théorique de leurs relations. Actes de la conférence internationale de l'enseignement et de la recherche en comptabilité (IAAER), Bordeaux.
- Carcello, J.V., A.L. Nagy. (2004). Audit firm tenure and fraudulent financial reporting. *Auditing: A Journal of Practice and Theory*, 23: 55-69.
- Carcello, J.V., Hermanson R.H., McGrath, N.T. (1992). Audit quality attributes: the perceptions of audit partners, preparers, and financial statement users. *Auditing: A Journal of Practice and Theory*, 11 (1): 1-15.
- Charreaux, G (1999). Théorie positive de l'agence, lecture et relectures. *In Koenig G. De nouvelles théories pour gérer l'entreprise du XXI siècle, Ed. Economica*, 61-141.
- Chen, C.Y., Lin, C.J., Lin, Y.C. (2007). Audit partner tenure, audit firm tenure and discretionary accruals: Does long auditor tenure impair earnings quality? Working papers, SSRN.
- Humphrey, Christopher (2008) "Auditing research: a review across the disciplinary divide", *Accounting, Auditing & Accountability Journal*, Vol. 21 Iss: 2, pp.170 - 203
- Chtourou, S.M., Bedard, J., Courteau, L. (2001). Corporate Governance and Earnings Management. Working paper, University Laval, Canada.
- Kallapur S. Chung H., (2003). Client importance, nonaudit services, and abnormal accruals». Working paper, Purdue University.
- Chung, R., Firth, M., Kim, J.B. (2005). Earnings management, surplus free cash-flow, and external monitoring. *Journal of Business Research*, 58 (6): 766-776.

- Colasse, B. (2003). Auditer, une mission impossible ? *Sociétal*, 39 : 38-39.
- Craswell, A.T., Francis, J.R., Taylor, S.L. (1995). Auditor brand name reputations and industry specializations. *Journal of Accounting and Economics*, 20 (3): 297-322.
- David, C., Robert, N., Norman, W. (2003). Audit fees: A meta-analysis of the effect of supply and demand attributes. *Contemporary Accounting Research*, 23 (1): 141-191.
- DeAngelo LE (1981a). Auditor Size and Audit Quality. *J. Account. Econ.* (3):183-199.
- DeAngelo LE (1981b). *The Auditor-Client Contractual Relationship: An Economic Analysis*. USA: UMI Research Press.
- Dechow, P., Sloan, R., Sweeney, A. (1995). Detecting earnings management. *The Accounting Review*, 70 (2): 193-225.
- Defond, M., Jimbalvo, J (1994). Debt covenant violation and manipulation of accruals. *Journal of Accounting and Economics*, 17 (1-2): 145-176.
- DeFond, M., Jimbalvo, J. (1993). Factors related to auditor-client disagreements over income-increasing accounting methods. *Contemporary Accounting Research*, 9 (2): 415-431.
- DeFond, M.L., Francis, J.R., Wong, T.J. (2000). Auditor industry specialization and market segmentation: Evidence from Hong Kong. *Auditing: A Journal of Practise and Theory*, 19 (1): 49-66.
- Douglas, E., Patricia, M. (2001). Audit committee pre-Enron efforts to increase the effectiveness of corporate governance 6 (1): 49-63.
- Dunn, K. A., Mayhew, B. W. (2004). Audit firm industry specialization and client disclosure quality. *Review of Accounting Studies*, 9: 35-58.
- Ebrahim, A. (2007). Earnings Management and Board Activity: An Additional Evidence. *Review of Accounting and Finance*, 6 (1) : 42-58.
- Ferguson, A., Francis, J.R., Stokes, D.J. (2003). The effects of firm-wide and office-level industry expertise on audit pricing. *The Accounting Review*, 78 (2): 429-448.
- Frankel, R. M., Johnson M. F., Nelson K. K. (2002). The Relation between Auditors' Fees for Non audit Services and Earnings Management. *Accounting Review, Octobre, Supplément*, 77 (4): 71-35.
- Ghosh, A., Moon D. (2005). Auditor Tenure and Perceptions of Audit Quality. *The Accounting review*, 80 (2): 585- 612.
- Gietzman, M.B., Sen, P.K. (2002). Improving auditor independence through selective mandatory rotation. *International Journal of Auditing*, 6: 183-210.
- Gore, P., Pope, P.F., Singh, A.K. (2001). Non-audit services, auditor independence and earnings management. Working Papers. Lancaster University.
- Gramling, A., Stone, D. (2001). Audit firm industry expertise: A review and synthesis of the archival literature. *Journal of Accounting Literature*, 20, 1-27.
- Gramling, A.A., Johnson, V.E., Khurana, I.K. (1999). The association between audit firm industry experience and financial reporting quality.

Document de travail, Wake Forest University, University of Illinois, et University of Missouri.

- Jeanjean, T. (2001). Incitations et contraintes à la gestion du résultat. *Comptabilité-Contrôle-Audit* (1) : 61-76.
- Jenkins, D. S., Kane, G. D., Velury, U. (2006). Earnings quality decline and the effect of industry specialist auditors: An analysis of the late 1990s. *Journal of Accounting and Public Policy*, 25: 71-90.
- Kallapur, S., Chung, H. (2003). Client importance, non audit services, and abnormal accruals. *The Accounting Review*, 78 (4): 931-955.
- Kane G.D., Velury U. (2004). The role of institutional ownership in the market for auditing services: an empirical investigation. *Journal of Business Research*, 57: 976-983.
- Kim, J.B., Chung, R., Firth, M. (2003). Auditor conservatism, asymmetric monitoring, and earnings management. *Contemporary Accounting Research*, 20 (2): 323-359.
- Klein, A. (2002). Audit Committee, board of director characteristics, and Earnings management. *Journal of Accounting and Economics*, 33: 375-400.
- Krishnan, G. (2003). Audit quakity and the pricing of discretionary accruals. *Auditing: A Journal of Practise and Theory*, 22 (1): 109-126.
- Krishnan, J. (2001). A comparison of auditors' self-reported industry expertise and alternative measures of industry specialization. *Asia-Pacific Journal of Accounting and Economics*, 8: 127-142.
- Labelle, R., C. Piot (2003), Gouvernance, audit et manipulations comptables. *Revue du Financier*, 139 : 84-90.
- Lennox, C. (2005). Management ownership and audit firm size. *Contemporary Accounting Research*, 22 (1): 1-23.
- Lin, J.W., Li, J.F., Yang, J.S. (2006). The effect of audit committee performance on earnings quality. *Managerial Auditing Journal*, 21 (9): 921-933.
- Lys, T., Watts, R.L. (1994). Lawsuits against auditors. *Journal of Accounting Research*, 32: 65-93.
- Meyer, M.J., Rigsby, J.T., Boone, J. (2007). The impact of auditor-client relationships on the reversal of first-time audit qualifications. *Managérial Auditing Journal, Bradford*, 22 (1) pp. 53.
- Moore, D.A., Tetlock, P.E., Tanlu, L., Bazerman, M.H. (2004). Conflicts of interest and the case of auditor independence: moral seduction and strategic issue cycling. Working Papers, American Accounting Association.
- Myers, J. N., Myers, L. A., Omer, T. C. (2003). Exploring the term of the auditor-client relationship and the quality of earnings: a case for mandatory auditor rotation? *Accounting Review*, 78(3): 779-99.
- NG, D. (1978). An information economics analysis of financial reporting and external auditing. *The Accounting Review*: 910-920.
- Pigé, B. (2003). Les enjeux du marché d'audit. *Revue française de gestion*, 6 (147) : 87-103.

- Piot, C. (2003). Coûts d'agence et changements de commissaire aux comptes, une approche empirique. *Comptabilité-Contrôle-Audit*, 2 (9) : 5-30.
- Piot, C. (2004). Effort d'audit et taille de l'entreprise : barème réglementaire et économie d'échelle dans le commissariat aux comptes des PME-PMI. *Finance-Contrôle-Stratégie*.
- Piot, C., Janin, R. (2007). External auditors, audit committees and earnings management in France. *European Accounting Review*, 16 (2): 429-454.
- Prat Dit Hauret, C. (2003a). L'indépendance perçue de l'auditeur. *Revue Française de Gestion*, 27 (147) : 105-117.
- Prat Dit Hauret, C. (2003). L'indépendance du commissaire aux comptes: une analyse empirique fondée sur trois composantes psychologiques du comportement. *Comptabilité-Contrôle-Audit*, 9 (2) : 31-58.
- Raghunandan, K. (2003). Nonaudit Services and Shareholder Ratification of Auditors. *Auditing: A Journal of Practise and Theory*, 22 (1): 155,169.
- Rees, L., Gill, S., Gore, R., (1996). An investigation of asset write-downs and concurrent abnormal accruals. *Journal of Accounting Research*, 34: 157-169.
- Reynolds, J.K., Francis, J., (2000). Does size matter. The influence of large clients on office-level auditor reporting decisions. *Journal of Accounting and Economics*, 30 : 375-400.
- Schauer, P.C. (2002). The effects of industry specialization on audit quality: an examination using bid-ask spreads. *Journal of Accounting and Finance Research*, 10 (1): 76-86.
- Tondeur H. (2002). Les déterminants de la qualité des missions de commissariat aux comptes. Cahier de recherche IAE de Lille.
- Vanstraelen, A. (2000). Impact of renewable long-term audit mandates on audit quality. *European Accounting Review*, 9 (3): 419-442.
- Velury, U., Reisch J.T., O'reilly D.M. (2003). Institutional ownership and the selection of industry specialist auditors. *Review of Quantitative Finance and Accounting*, 22 (1): 35-48.
- Watts, R.L., Zimmerman, J., (1986). Positive accounting theory: Prentice Hall.
- Wooten, T.C. (2003). Research about audit quality. *CPA Journal*, 73 (1): 48-64.
- Yang, J., Krishnan, J. (2005). Audit Committees and Quarterly Earnings Management. *International Journal of Auditing*, 9: 201-219.
- Zhou, J., Elder, R. (2004). Audit quality and earnings management by seasoned equity offering firms. *Asia Pacific Journal of Accounting and Economics*, 11(2) : 95-120.
- Zhou, J., Elder, R.J., Albring, S.M. (2007). IPO underpricing and audit quality differentiation within non big 5 firms. *The International Journal of Auditing*, 11 (2): 115-131.